

Force (dont un important contingent canadien de soutien logistique) s'est retirée. Notre contingent auprès de la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement sur les hauteurs du Golan reste en poste.

Au début de l'année, la détérioration de la situation en Iran avait entraîné l'évacuation des Canadiens se trouvant dans ce pays. Une deuxième évacuation, également menée par des appareils des Forces canadiennes, a eu lieu en février.

Après le départ du Chah, le Premier ministre Chapour Bakhtiar s'est efforcé d'assurer la survie de son gouvernement, mais le retour d'exil de l'Ayatollah Khomeini, incitant les Iraniens à ne plus tolérer un gouvernement nommé par le Chah, l'amena à démissionner. Un gouvernement islamique provisoire dirigé par le Premier ministre Mehdi Bazargan a pris le pouvoir en février. Le 15 du mois, le gouvernement canadien reconnaissait le nouveau régime.

La situation en Iran a continué d'être troublée et instable, étant donné l'absence de partage net des pouvoirs du gouvernement et du haut clergé. Certaines personnalités politiques et militaires sous le régime du Chah ont été exécutées, y compris l'ex-premier ministre Hoveyda et l'ex-ministre des Affaires étrangères Khalatbari. Le nouveau régime iranien a refusé de tenir compte des démarches faites par divers pays, dont le Canada, concernant les aspects humanitaires de ces actes.

Le 4 novembre, après l'admission du Chah aux États-Unis pour traitement médical, des militants iraniens (pour la plupart des étudiants) se sont emparés de l'ambassade américaine et de son personnel, à l'exception de trois agents qui se trouvaient au ministère des Affaires étrangères et de six autres qui se sont par la suite réfugiés dans l'ambassade du Canada. On promettait de libérer les otages à condition que le Chah revienne en Iran pour y subir un procès et que tous les biens détenus par l'ancienne famille royale à l'étranger soient remis à l'Iran. L'Ayatollah Khomeini a annoncé son appui aux militants, et le Premier ministre Bazargan (après avoir tenté de démissionner à plusieurs reprises) a vu peu après sa demande de démission acceptée. Le Canada a participé activement à la préparation d'une déclaration conjointe des membres du Commonwealth réclamant la libération des otages, et il a tenté d'obtenir des mesures semblables de la part des États de la communauté francophone.

La proposition de l'Ayatollah Khomeini visant à faire de l'Iran une république islamique a été acceptée lors d'un référendum national; cette victoire n'ayant été suivie d'aucune mesure en faveur de la libération des otages, le Secrétaire général de l'ONU a convoqué une réunion du Conseil de sécurité à laquelle l'Iran a refusé d'envoyer un représentant. Lors de ses réunions des 4 et 30 décembre, le Conseil a adopté des résolutions condamnant l'acte commis par l'Iran. Le Canada n'était pas alors membre du Conseil, mais le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, Mlle

MacDonald, s'est rendue à New York pour apporter son appui à la deuxième résolution.

La confusion qui règne en Iran depuis le changement de régime et les perspectives de modifications importantes des priorités économiques du pays ont amené le Canada à réduire considérablement ses échanges commerciaux avec l'Iran. De 1978 à 1979, les exportations canadiennes dans ce pays sont passées de 151,8 à 22,4 millions de dollars. Quant à nos exportations dans l'ensemble du Moyen-Orient, elles sont passées, pendant la même période, de 729,2 à 752,3 millions de dollars.

Le Moyen-Orient a continué d'être l'un des premiers fournisseurs de pétrole du Canada, y ayant exporté 228 000 barils par jour en 1979 ou 14 pour cent de l'ensemble de la consommation nationale contre 269 000 barils par jour (44 pour cent des importations et 15 pour cent de la consommation) en 1978. Les livraisons irakiennes (quelque 10 000 barils par jour) ont été interrompues de juillet à décembre, et les livraisons iraniennes (une moyenne de 46 000 barils par jour en 1979) ont été interrompues lorsque les autorités iraniennes eurent déclaré, le 15 novembre, qu'elles ne vendraient plus à des multinationales pétrolières américaines.

Afrique francophone

En 1979, le Canada a poursuivi sa politique d'intensification des relations avec les pays francophones de l'Afrique, notamment en favorisant leur développement social et économique. Il a également, à la faveur de divers événements, (Assemblée générale des Nations Unies, discussions sur la prise d'otages à Téhéran, etc.) consulté ces pays sur des questions internationales.

L'un des points saillants de l'année a été la réception très cordiale que le Cameroun a réservée en août au Premier ministre Clark dans le cadre de la première tournée africaine d'un premier ministre canadien. Cette visite a été suivie, en décembre, d'un voyage du ministre d'État chargé de l'ACDI en Côte d'Ivoire, au Mali, au Niger, au Sénégal, au Ghana et au Togo.

Le Canada a reçu, quant à lui, un certain nombre de visites de haut niveau; c'est ainsi que le Président du Sénégal, Léopold Sédar Senghor, s'est arrêté en avril à Ottawa où il s'est entretenu avec les dirigeants canadiens sur des questions intéressant les deux pays. Dans le cours de l'année, un certain nombre de ministres africains ont également effectué des visites privées ou officielles, y compris le ministre malien des Affaires étrangères, le ministre des Mines et de l'Énergie du Congo, le ministre des Transports du Burundi, le ministre de l'Enseignement primaire et de la Télévision éducative de Côte d'Ivoire, le ministre de la Planification du Cameroun, le ministre des Finances du Togo et le secrétaire d'État au Service public du Zaïre.

Nos relations commerciales avec l'Afrique francophone ont été marquées par des visites continues d'hommes